

36/19/27/4

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

R. C. Seine 276.448 B

RÉGION DU SUD-OUEST S. N. C. F.

Région Sud-Ouest

Voie et Bâtiments

COMPTABLE

**5 bis, Bd de la Chapelle
PARIS-XIII^e arr^t**

N° D.52/C.32 F

à rappeler dans la réponse

Votre { N°
référence { Date

OBJET :

Embranchement particulier
de Mme Vve PRADEUX
à Auzances

Paris, le **29 AVR 1959**

1, Place Valhubert (XIII^e)

TÉLÉPHONE : Gobelins 98-70

19

Monsieur le Chef du 6^e Arrondissement VB (3^{es})

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'Avis de Service VB 25 d n° 4 du 1^{er} février 1956, je vous demanderais de vouloir bien faire procéder aux rectifications suivantes :

1°) sur l'état n° 1 de la documentation des embranchements particuliers (collections "Arrondissement", "Section" et "District") :

Annexe n° 661 - 634

Supprimer "Mme Vve PRADEUX" "Auzances"

2°) sur l'état n° 2 -

Ajouter : "6341" "Mme Vve PRADEUX - Auzances" "634"

Je vous adresse, ci-joint, les 3 exemplaires de la fiche de renseignements correspondante à répartir comme d'usage (Arrondissement, Section, District).

D'autre part, les mouvements de matériaux loués au tiers portant augmentation de la consistance des installations de 2^e partie devront être imputés au Cte 96.413, s/cte 468-63 que nous ouvrons à cet effet dans nos écritures.

3 p.j.

Le Chef de la Subdivision de la Comptabilité V. B.

S.O. - 6 ^e Ar ^t V.B.	
30 AVR. 1959	
C	V
X	X

Copie transmise à Monsieur le Chef de la 3^e Section (2^e ex)
pour faire procéder aux rectifications visées l'autre part sur les
collections "Secteur" et "District" et pour valoir instruction
en ce qui concerne "A"

Le Chef du 6^e Arrond^t V.B.

2 f. j. Poulleux, le 30 Avril 1959.

Montluçon, le 19 mars 1959.

6^e Arrondissement VB
Études Voies

MONTLUÇON - EYGURANDE

AUZANCIERS

Embranchement PRADEUX

V

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joint, accompagnés d'un plan, 3 exemplaires du traité type C.C.E. en date du 31 décembre 1958 passé avec Mme Vve PRADEUX pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé en gare d'AUZANCIERS de la ligne de MONTLUÇON à EYGURANDE.

Ci-joint également 3 exemplaires du traité destiné à régler les conditions de location du matériel de voie constituant la 2^{ème} partie.

Le 1^{er} traité annule et remplace à compter du 31/12/58 le traité du 1^{er} février 1953.

Le Chef du 6^e Arr^t V.B.

Signé: ALAUZEN

Copie transmise à : Monsieur le Chef de la Division
des Etudes
(3^{ème} Section)

Il voudra bien m'adresser un O.E. pour l'installation d'un taquet sur la voie 9 à la limite des 1^{ère} et 2^{ème} parties.

Montluçon, le 19 mars 1959.

Le Chef du 6^e Arr^t V.B.

Signé: ALAUZEN

Copie à 3^{ème} Section (2 ex.) avec 2 ex. de chaque traité + 2 plans

Copie à C avec 1 ex. de chaque traité.

Le Chef du 6^e Arr^t V.B.

Signé: ALAUZEN

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

309
657
REGION DU SUD-OUEST

Ligne de MONTLUCON à EYGURANDE-MERLINES

Gare d'AUZANCES

Embranchement particulier des fours à chaux
de Mme Vve PRADEUX

T R A I T E

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de la dite Société

d'une part ;

Et Mme Vve René PRADEUX, Négociante à AUZANCES (Crouse) où elle fait élection de domicile

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Mme Vve PRADEUX qui exploite des fours à chaux mis en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier a demandé à la SNCF l'autorisation d'étendre les installations de cet embranchement suivant les dispositions figurées au plan annexé au présent traité.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français y consent et les parties sont d'accord pour que l'extension, l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers" (C.C.E.), édition du 18 Septembre 1950, enregistré à la même date à PARIS, 1er S.S.P n° 269, dont Mme Vve PRADEUX reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1 - (Application de l'article 4 du C.C.E)

La SNCF n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement, immédiatement après le taquet d'arrêt (voir plan) constituée par l'extrémité de la voie 9.

.../

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 2 - (Application de l'article 8 du C.C.E)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

ARTICLE 3 - (Application de l'article 9 du C.C.E)

§ 1	{ Superficie des terrains occupés :	
	{ cent quarante quatre mètres carrés	(144 m2)
	{ Redevance annuelle d'occupation :	
	{ deux cent cinquante francs	(250 Frs)
§ II A	{ Redevance forfaitaire annuelle concernant les	
	{ installations de la première partie :	
	{ a) charges de capital :	
	{ mille trois cents francs	1 300 F
	{ b) dépenses d'entretien et de renouvellement :	
	{ onze mille sept cents francs	11 700 F
§ III	{ Taux de base du calcul des prestations (dessertes	
	{ autres que les dessertes régulières) :	
	{ - Prix de 1'heure d'un engin de manoeuvres	
	{ (2 agents de conduite	3 149 F
	{ (1 agent de conduite	2 834 F
	{ - Prix de 1'heure d'un agent de l'Exploitation	315 F

ARTICLE 4 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- La Société Nationale des Chemins de Fer Français à son siège social, 88, rue Saint-Lazare à PARIS

- et Mme Vve PRADEUX à AUZANCES

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à MONTLUCON le trente et un Décembre mil neuf cent cinquante huit.

Pour le Directeur de la Région du Sud-Ouest
et par délégation
Le Chef du 6° Arrondt EXPLOITATION

BOUROCHE

Lu et approuvé
PRADEUX

SOCIÉTÉ NATIONALE des CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région du SUD - OUEST

Ligne de MONTLUÇON à EYGURANDE-MERLINES

Gare d'AUZANCES

T R A I T E

pour la location à Mme Veuve René PRADEUX du matériel de voie entrant dans dans la constitution de la 2ème partie de l'embranchement particulier qui lui a été concédé à la gare d'AUZANCES.

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GILMAIRE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de la dite Société;

d'une part;

et Madame Veuve René PRADEUX, Négociante à AUZANCES (Creuse) où elle fait élection de domicile;

d'autre part;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Madame Veuve PRADEUX a demandé à la S.N.C.F. la location du matériel de voie entrant dans la constitution de la 2ème partie de l'embranchement particulier qui lui a été concédé à la gare d'AUZANCES.

La S.N.C.F. accède à cette demande aux conditions suivantes :

ARTICLE 1er -

La S.N.C.F. met à la disposition du demandeur le matériel remplissant les qualités requises pour l'usage auquel il est destiné; le détail en est donné ci-après :

Désignation du matériel	Valeur
2 rails DC 38 k 2 de 11 m. } R - pesant 1 T. 333	36.657
2 - d° - 3 m.65	
2 - d° - 3 m.35 } à 27.500 F. la tonne.	
4 paires d'éclisses ordinaires - R - pesant 0 t.037	1.306
à 35.300 F. la tonne	
16 boulons 25 x 102 - R pesant 0 t.010 à 64.100 F. la tonne	641
84 tirefonds 21 x 135 - R - pesant 0 t.032 à 64.700 F. la tonne	2.070
42 coussinets intermédiaires ordinaires - R - pesant 0 t.387	17.415
à 45.000 F. la tonne.	
42 coins acier R - à 75 F. pièce	3.150
21 traverses en bois dur - Ra - à 350 F. pièce	7.350
1 heurtoir en terre conservé	68.589

ARTICLE 2 -

La location du matériel est consentie pour une durée minimum d'une année qui commencera à courir à compter de la date du présent traité.

A l'expiration de cette période, ce traité se renouvellera d'année en année par tacite reconduction, chacune des parties ayant le droit de le dénoncer par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de chaque période annuelle.

ARTICLE 3 -

La redevance annuelle de location est perçue d'avance pour une année indivisible; elle est fixée à 8 % de la valeur de cession du matériel loué.

Cette redevance est arrêtée à la somme de cinq mille cinq cents francs (5.500 F.) (taxes fiscales en sus) calculée en fonction des prix déterminés conformément aux dispositions des arrêtés et décrets et aux conditions économiques en vigueur à ce jour.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises survenus postérieurement à la date du présent traité, cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

ARTICLE 4 -

La location pourra à tous moments être transformée en cession sur la demande du locataire; la valeur du matériel sera déterminée en prenant comme base les prix de cession en vigueur à la date de la cession effective.

ARTICLE 5 -

L'entretien, le renouvellement et, le cas échéant, la dépose du matériel loué seront à la charge du locataire; la S.N.C.F. ne sera tenue qu'à la fourniture du matériel nécessaire au remplacement de celui arrivé normalement à limite d'usure.

ARTICLE 6 -

En cas de suppression de l'installation, la locataire remettra à la S.N.C.F. le matériel loué et prendra à sa charge :

- les frais de transport au tarif commercial correspondant au retour du matériel loué au lieu de dépôt habituel,
- les manquants,
- les dépréciations autres que celles dues à l'usure normale.

- ARTICLE 7 -

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent contrat seront à la charge du locataire.

- ARTICLE 8 -

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir:

- La Société Nationale des Chemins de Fer Français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare à PARIS,

- et Madame Veuve René PRADEUX à AUZANCES (Creuse);

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait triple à MONTLUÇON, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante huit.

Pour le DIRECTEUR de la REGION du SUD-OUEST
et par délégation,
Le CHEF du 6^e Arrondissement EXPLOITATION,
BOUROCHE

Lu et approuvé,
PRADEUX

ARTICLE 3 - (application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

ARTICLE 4 - (application de l'article 9 du C.C.E.)

§ II A	{ Redevance forfaitaire annuelle concernant les	
	{ dépenses d'entretien et de renouvellement des	
	{ installations de la 1ère partie:	
	{ neuf mille sept cents francs	9.700 Frs
§ III	{ Taux de base du calcul des prestations:	
	{ Prix de l'heure d'une machine de manoeuvre:	
	{ avec { 2 agents Traction	2.851 Frs
	{ 1 agent Traction	2.566 -
	{ Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation	285 -

ARTICLE 5 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de fer français à son siège social
88, rue St-Lazare à Paris;

- et Mme Vve René PRADEUX à Luzançais

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à Paris, le premier Février mil neuf cent cinquante trois.

P/ LE DIRECTEUR DE LA REGION SUD-OUEST

et par délégation

LE CHEF DU 6^e ARRONDISSEMENT

de l'EXPLOITATION

Signé: CONTE

Lu et approuvé

Signé: Mme Vve PRADEUX

SOCIÉTÉ NATIONALE DE

GARE DE _____ (1)

RÉGION _____

BOF

des pièces de paiement destiné à
au "Bureau Centralisateur des versements"

C. C. 500 bis (C.C.R.) — O/E 59703 — 7-44 — *Progrès de l'Allier*

[illegible]

NALE DE

RÉGION

SOUCHE

des pièces de paiement destiné à
au "Bureau Centralisateur de versement"

[illegible]

R.R.

AR. 22.732-V.

PARIS, le 28 Avril 1943

S.N.C.F.
Région du Sud-Ouest
Voie et Bâtiments
Subdivision de
la Comptabilité.

D.52

3.326

Monsieur le Chef du 6^e Arrondissement
à MONTLUÇON.

Ci-joint 4 exemplaires du traité type C.C.E. en date du 31 Décembre 1942 passé avec M. René PRADEUX pour régler les nouvelles conditions d'exploitation de son embranchement particulier d'AUZANCES.

Ce traité annule et remplace à compter du 1^{er} Février dernier, les traités des 1^{er} et 2 février 1938.

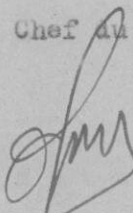
P. le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments,
signé : BLONDEL

COPIE transmise à Monsieur le Chef de la 6^e Section
Avec 2 ex. du traité joints, dont un pour le Chef de District.

COPIE transmise à Monsieur le Chef de Bureau (Comptabilité)
Avec 1 ex. du traité.

30 Avril 1943.

Le Chef du 6^e Arrondissement,



[illegible]

Comptabilité

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD- OUEST

Ligne de Montluçon à Eygurande -Gare d'Auzances

Embranchement particulier des fours à chaux de
M. René PRADEUX

T R A I T É

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. DUMAS, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. R. LE BESNERAIS, Directeur Général de la dite Société,

d'une part ;

Et M. René PRADEUX, négociant à Auzances (Creuse), où il fait élection de domicile,

d'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

M. PRADEUX possède sur le territoire de la commune d'Auzances (Creuse) des fours à chaux qu'il désire maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier déjà établi.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent et les parties sont d'accord pour que l'entretien et l'exploitation du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "cahier des conditions d'Etablissement, d'entretien et d'exploitation des Embranchements particuliers" (C.C.E.) enregistré à Paris, 1er S.S.P. le 19 février 1940, n° 238, dont M. PRADEUX reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles M. PRADEUX déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er - (application de l'article 1er du C.C.E.). L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2.- (application de l'article 4 du C.C.E.). La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur l'une ou l'autre des voies de service n° 5 et 9, à proximité de la plaque tournante donnant accès à l'embranchement.

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3.- (application de l'article 8 du C.C.E.)

Les expéditions, en provenance ou à destination de l'embranchement, seront taxées, pour leur transport par chemin de fer, conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

La longueur de l'embranchement pour l'application des tarifs est de un kilomètre.

ARTICLE 4.- (application de l'article 9 du C.C.E.).

§ I - Superficie des terrains occupés : huit cent cinquante et un mètres carrés (851 m²).

Redevance annuelle d'occupation : huit cent cinquante francs (850 frs).

§ II - Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie : deux cents francs (200 frs)

ARTICLE 5.- (Complément à l'article 12 du C.C.E.) Indépendamment des clauses particulières de révision incluses dans l'article 12 du C.C.E., la S.N.C.F. et l'embranché auront la faculté de reviser, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée, les conditions du présent traité à l'expiration de périodes quinquennales successives comptées à partir de la date de sa signature.

ARTICLE 6.- Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à Paris, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de fer français à son siège social, 88, rue Saint-Lazare,
- et M. René PRADÉUX, 8, rue de l'Assomption,
auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

ARTICLE 7.- Pour la perception des droits, et sans tirer autrement à conséquence, l'enregistrement du présent traité est requis par périodes annuelles.

Fait en autant d'exemplaires qu'il y a de parties intéressées, plus un pour l'Administration de l'Enregistrement, à Paris, le... 3.1. Décembre mil neuf cent quarante-deux.

P. LE DIRECTEUR
DE LA REGION DU SUD-OUEST
et par délégation,
LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,

Signé : GIRETTE

Lu et approuvé

Signé R. Pradoux